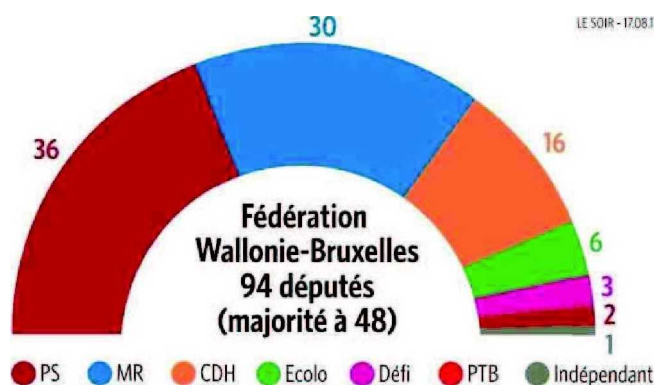


# Communauté, restent trois scénarios

**MAJORITÉS** Sans le PS ? Sans le CDH ? Avec Défi ? Avec le MR ? Faites vos jeux...

- ▶ Trois formules émergent après les positionnements des uns et des autres ces derniers jours.
- ▶ Ecolo n'est plus cité à ce stade.
- ▶ Défi reste au centre du jeu.
- ▶ Avec le PS ou le MR...



Après ceux de Benoît Cerexhe (« *Pas question de poursuivre avec le PS* »), les propos d'André Flahaut (« *Le CDH ? Bon sang, mais qu'il s'en aille !* ») ont le mérite de clarifier au moins un peu la situation abracadabrante dans laquelle se trouve le paysage politique francophone. Voyons...

Depuis que Benoît Lutgen a lancé son appel anti-PS le 19 juin, et que CDH et MR ont conclu un accord de gouvernement en Wallonie le 25 juillet, on se perd en conjectures sur le sort des deux autres grands exécutifs au sud du pays, le bruxellois et le francophone.

Pour ce qui concerne Bruxelles, un faisceau de présomptions et de commentaires semble indiquer que le gouvernement Vervoort se maintiendrait à la rentrée. Sans le CDH (plus que vraisemblablement). Donc avec une composante francophone (en principe, SP.A, VLD et CD&V continuent côté flamand) minoritaire dans son groupe linguistique et néanmoins en mesure de boucler la législature 2014-2019. Sauf à imaginer qu'Ecolo finisse par rejoindre l'attelage.

Reste... la Fédération Wallonie-Bruxelles. Un peu dans l'angle mort de la vie politique jusqu'à présent, elle effectue son grand retour dans la lumière. Tout le monde en parle. Dans le Landerneau tout au moins. A savoir : qui donc gouvernera à cet étage à la rentrée de septembre ? On y revient : les prises de position abruptes de Benoît Cerexhe puis, en réplique en quelque sorte, d'André Flahaut, ont permis d'éliminer le scénario soft, où CDH et PS poursuivraient jusqu'en 2019 malgré tout, tant bien que mal. Soyons réalistes : on imagine mal Alda Greoli, CDH, ministre de la Culture, et Rudy Demotte, PS, ministre-président, repartir ensemble tout miel comme si la première n'avait pas, au milieu de l'été, associé PS et « *assistanat* », ce qui contribuait à plomber le toujours partenaire dans l'opinion.

## Et le statu quo ?

Dans ces conditions, restent trois grands scénarios. Sans les verts. Car, à ce stade en tout cas, il ne se trouve plus grand monde pour juger qu'Ecolo sera partant. Le parti vert

montre peu d'enthousiasme (euphémisme) et brandit d'abord et avant tout ses réformes en matière de gouvernance. Alors certes, chez Ecolo comme dans d'autres formations, deux courants coexistent : celui selon lequel le parti n'a rien à gagner à monter dans les majorités à court terme ; et celui qui serait tenté quand même en Région bruxelloise. Mais pour que les verts sortent de leur réserve, il faudrait que d'autres options (sans eux) aient échoué. Pas pour tout de suite.

Il reste donc trois pistes : tous ensemble, l'orange bleue (peut-être teinté d'amarante), l'amarena (peut-être teintée de bleu).

On en garde une quatrième pour la route, on ne sait jamais : le statu quo. La crise politique dure, impossible de composer quelque majorité qui tienne la route, on est en affaires courantes (les fameux 541 jours au fédéral...), PS et CDH se déchirent mais assurent le *minimum minimorum* vital. La Communauté française part en lambeaux. ■

DAVID COPPI  
MARTINE DUBUISSON

48

36

30

16

3

## PS-MR-CDH-DÉFI

### « Tous ensemble » (sauf Ecolo)

C'est le scénario privilégié par le président de Défi, Olivier Maingain : l'union des francophones à la Communauté française. Autrement dit : un gouvernement francophone composé des partis formant la majorité en Wallonie et à Bruxelles. Soit MR, CDH, PS et Défi. Olivier Maingain, qui fera des propositions précises la semaine prochaine à son retour, nous le confirme depuis son lieu de vacances : « C'est la démarche que j'essaierai dans un premier temps. Et peut-être que tout le monde pourra s'y résoudre, par réalisme. Mais cela prendra encore un peu de temps. » Selon Défi, même si l'idée ne fait pas l'unanimité pour l'heure, les autres partis pourraient s'y ranger après avoir tenté vainement d'autres options. C'est l'idée de la majorité la plus large possible. Parce que les 18 mois de législature restants ne permettront pas de concrétiser un programme complet et qu'une union francophone pourrait se dégager sur des dossiers comme le Pacte d'excellence. Ce scénario du « tous ensemble » serait, selon Défi, nécessaire pour l'avenir des francophones. Avec lui, c'est clairement l'institu-

tion francophone que défend le parti amaranthe, institution mise à mal par la crise actuelle, avec les régionalistes en embuscade : « C'est le reproche que je fais à Benoît Lutgen, détaille encore Maingain : cela fait partie des conséquences qu'il a sous-estimées. C'est pour ça que je veux un débat sur l'avenir francophone, pour préserver la Communauté, la fortifier. Je n'entrerai donc pas dans un débat sur son démantèlement. Je ne crois pas qu'il y ait un risque immédiat, mais la crise renforce le discours de ceux qui veulent l'affaiblir ou la faire disparaître. Mais elle peut aussi favoriser l'expression de ceux qui veulent la défendre... » Un scénario que personne n'exclut ouvertement, mais qui n'enchant personne non plus (« C'est peut-être le moins surréaliste », glisse un bleu). Tous ensemble, ce n'est guère dans les habitudes politiques, où l'on préfère définir les priorités gouvernementales et se partager les compétences entre le moins grand nombre de partis. Mais si d'autres scénarios échouent... C'est donc le scénario par défaut.

D.CI ET MA.D.

48

30

16

3

## MR-CDH, PEUT-ÊTRE DÉFI

### L'orange bleue, peut-être avec un zeste d'amarante

C'est le scénario tout gain pour Benoît Lutgen, président du CDH. Qui voulait renverser les majorités au sud du pays et qui, de cette façon, verrait son appel s'accomplir pour l'essentiel : après la Wallonie, il sortirait le PS à la Communauté française... Bingo ! Sauf qu'après deux mois (son appel remonte au 19 juin), son plan demeure, mais le compte n'est pas bon.

Le PS fait de la résistance, passe encore, c'est logique de la part du premier parti francophone (36 sièges décrochés en 2014). Et comment obliger ses ministres à démissionner ?

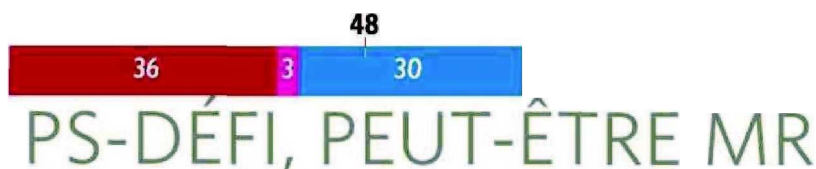
Le hic, c'est que Défi n'est pas en reste, ce qui est plus gênant. Car, pour composer une majorité au parlement de la Communauté française, fort de 94 députés au total, le parti amaranthe est indispensable. CDH (16 sièges) + MR (30 sièges), cela n'est pas suffisant. Avec Défi (3 sièges), ça passe. Problème, on l'a dit : Olivier Maingain ne l'entend pas forcément de cette oreille...

Il n'a pas apprécié le geste du président du CDH, Benoît Lutgen, de débrancher la prise des gouvernements régionaux. Et s'il n'est pas dans une logique d'exclusion du MR (malgré son divorce d'avec lui en 2011), il refuse toutefois que celui-ci dicte sa loi dans les entités fédérées depuis l'étage fédéral - ce qu'il redoute dans ce scénario. Ce n'est donc pas l'enthousiasme pour rejoindre un attelage orange bleu...

D'autant qu'évincer les socialistes en Fédération Wallonie-Bruxelles pourrait avoir des conséquences en Région bruxelloise, où Défi est au pouvoir avec le PS et le CDH. Et où, craint-il, la N-VA pourrait être appelée à remplacer le SP.A dans l'aile flamande du gouvernement si les rouges étaient écartés. Ce que ne veut en aucun cas Défi...

Et le MR ? Prudemment, il reste au balcon pour l'instant, ne se sentant pas responsable de la situation. Et il interviendra, lorsqu'il jugera le moment venu, pour retirer les marrons du feu...

D.CI ET MA.D.



### **L'amarena minoritaire, teintée de bleu en version XXL**

C'est André Flahaut, PS, ministre du Budget en Fédération, qui, le premier côté socialiste, rouvre la porte au MR. Grand adversaire depuis 2014 et son alliance avec la N-VA, le parti libéral se mue d'un coup sec en partenaire pas (plus) invraisemblable. Flahaut n'est pas sorti « en service commandé ». Il agit seul. Et sa proximité légendaire avec les bleus en Brabant wallon ainsi que son positionnement laïque historique, le poussent plus naturellement que d'autres au PS à se tourner vers le MR. Reste que son positionnement ne compte pas pour du beurre. Chez les bleus, on commente off the record : « Il n'y a pas de contacts précis dans ce sens, une telle alliance paraît compliquée à mettre en place, mais il ne faut plus rien écarter : après deux mois de crise politique, on sent bien qu'il est temps d'atterrir, et que toute formule peut s'imposer dans le brouillard. » « Cela tient du surréalisme, embraie un autre libéral. Mais une autre solution que surréaliste est-elle possible ? Reste que, pour l'instant, PS-MR, c'est

*impossible. On verra après les élections. »*

Avec 36 sièges pour le PS et 30 pour le MR, l'alliance rouge-bleue disposerait d'une belle avance dans une assemblée comptant 94 strapontins. Ajoutez les 3 sièges de Défi. C'est l'idée de Flahaut, en effet : intégrer Défi comme composante bruxelloise. Ce qui nous fait 69 sièges. Une majorité, très très large. Cela, sachant que le ministre évoque aussi l'idée d'une alliance à deux, PS-Défi. Une alliance amarena, du nom de la glace aux cerises en Italie. Ce qui donnerait un exécutif minoritaire (39 sièges sur 94), en quête de soutiens au coup par coup au parlement. Possible ? Sur papier. En réalité, pas grand monde n'y croit. Outre, ajoutent certains, que « cela prouverait l'inanité de la Fédération... » Dans les rangs de Défi, on souffle le chaud et le froid : on refuse de donner un tel avantage au PS à la Communauté, « il n'y a pas d'axe privilégié PS-Défi », assure Olivier Maingain ; mais on ne montre pas pour autant d'enthousiasme à changer d'attelage à Bruxelles.

D.CI ET MA.D.